

Le logement—Loi

Les citoyens moyens se demandent s'il est prudent d'investir dans l'immobilier. Le ministre des Finances va peut-être profiter de l'occasion pour s'en prendre à eux. Je leur recommande de lire le texte du budget pour savoir en quels termes le ministre des Finances a parlé des inégalités face à l'impôt. On peut se demander ce que la logique du ministre des Finances va exiger du caucus libéral et du parti libéral dans le prochain budget.

Par sa politique, le gouvernement s'en prend directement à la classe moyenne. Il s'en prend directement au rêve de toutes les familles canadiennes: posséder une maison. Ce faisant, par bien des aspects, il ébranle les fondations même de notre économie et de notre système politique. Il fait régner un climat de malaise et d'incertitude. Il met sérieusement en péril l'unité nationale que le premier ministre avait promis de protéger en 1968. Il suscite un sentiment d'amertume parmi les citoyens et il se met à dos tous ceux qui souhaitent ardemment participer à l'édification de ce pays pour eux et pour les leurs.

Que ferait le gouvernement s'il voulait montrer un peu d'initiative? La mesure la plus évidente qu'il aurait pu prendre si le parti gouvernemental n'avait pas fait obstruction à la proposition qu'en avait faite mon parti quand il était au gouvernement en 1979, aurait été un crédit d'impôt pour les familles moyennes.

Le ménage qui verse dans les \$5000 en intérêts aurait eu droit cette année, à un crédit d'impôt de \$1250 environ, si le caucus libéral n'avait pas fait de l'obstruction et refusé de laisser passer le bill qui prévoyait cela. Douze cent cinquante dollars pour cette année.

Les ménages moyens de ma circonscription sont aujourd'hui les victimes de ce matraquage fiscal du gouvernement libéral.

M. Cosgrove: Et les locataires?

M. Beatty: Le ministre chargé du logement nous parle des locataires. Je voudrais bien savoir ce qu'il a fait pour les locataires. Qu'a-t-il donc fait, puisque le taux d'inoccupation est aujourd'hui si faible, que souvent les Canadiens moyens n'arrivent pas à trouver des logements abordables? Qu'a-t-il fait pour les locataires? Pour les Canadiens moyens propriétaires de leur maison? Qu'est-ce que le ministre a fait pour réaliser la promesse lancée par le parti libéral quand il était dans l'opposition, quand il a combattu le crédit d'impôt pour intérêts hypothécaires et impôts fonciers? Les libéraux s'étaient déclarés contre, en disant qu'ils préféreraient autre chose de mieux, c'est-à-dire l'assistance à toute forme de logement, avec une sorte d'allocation-logement qui s'appliquerait également aux locataires. Qu'est-ce que le ministre chargé du logement a fait pour réaliser cette promesse d'allocation logement? A-t-il fait la moindre chose? Rien du tout. Encore une promesse violée.

M. Evans: Vous avez peut-être 3 milliards qui traînent dans vos poches?

M. Beatty: Le secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Evans) nous demande si nous avons un milliard qui traîne dans nos poches.

M. Evans: J'ai dit trois milliards.

M. Beatty: Il a dit trois milliards. Nous y voici. Le secrétaire parlementaire nous demande si nous avons encore 3 milliards qui traînent dans nos poches. Peut-être que si cela devait coûter 3 milliards, vous n'auriez pas dû promettre l'allocation-logement au départ. Si vous n'aviez pas les moyens de le faire, il ne fallait pas tromper les Canadiens, leur faire de fausses promesses électorales.

Voilà bien le cynisme du parti libéral. Le premier ministre actuel a dit: «Dites n'importe quoi, faites n'importe quoi, pourvu que vous preniez et que vous conserviez le pouvoir». Voilà le principe du parti libéral. Le secrétaire parlementaire du ministre des Finances quitte la Chambre; il sait trop bien que c'est vrai. On ne compte plus les promesses électorales du parti libéral qui ont été violées. Parlez-nous de l'essence bon marché? Je m'en souviens bien de celle-là, et mes commettants aussi. Et de l'allocation-logement. Je ne l'ai pas oubliée. Autant de promesses violées. Les Canadiens moyens le savent bien.

Au lieu de cela, nous avons vu le ministre des Finances faire main basse sur une somme fiscale énorme, comme cela ne s'était jamais encore produit dans l'histoire de notre pays. Nous avons vu mettre en œuvre des politiques qui pénalisent les travailleurs moyens, qui leur ont coûté leur emploi, leur maison, leur entreprise ou leur exploitation agricole. Et les députés d'en face tolèrent tout cela sans rien dire! Ils vont voir leurs électeurs, secouent la tête en disant qu'ils sont également ennuyés parce qu'ils comprennent les problèmes qui se posent, et qu'ils iront parler tranquillement au ministre en privé, pour essayer de lui faire entendre raison et de modifier ses politiques.

• (1620)

Dix députés libéraux, monsieur l'Orateur, ont déclaré la semaine dernière qu'ils ne peuvent plus agir ainsi en secret; le seul espoir qu'ils ont de convaincre le gouvernement de modifier ses politiques désastreuses, c'est d'exercer des pressions directes et publiques sur le premier ministre comme ils l'ont fait grâce à la lettre qu'ils ont envoyée à la presse. Ils admettent que les pressions morales ne marcheront pas, qu'il est impossible de ramener le ministre des Finances à la raison.

Mais si le ministre est convaincu que ses programmes sont avantageux pour les Canadiens et que ceux-ci les approuvent, je l'invite à venir dans ma circonscription. Ou, s'il le préfère, qu'il vienne visiter deux circonscriptions libérales. Qu'il vienne avec moi à Guelph, qu'il parle à l'homme de la rue et lui explique sa politique. Qu'il vienne à Kitchener, qu'il explique les répercussions de sa politique sur les sociétés d'assurance-vie, secteur-clé de l'économie de cette région. Qu'il explique si oui ou non sa politique était justifiée et qu'il essaie de convaincre les Canadiens qui en font les frais qu'il comprend tout à fait leurs problèmes, mais qu'il donne le genre d'exemple dont ils ont tant besoin à l'heure actuelle.